

Ensemble, c'est mieux

Créer du lien entre voisins, rendre visite à des personnes isolées, épauler les plus fragiles... Face au sentiment d'exclusion et au repli sur soi, les acteurs de la cohésion sociale déploient leur énergie pour une société plus unie.

Dans le quartier, tout le monde l'appelle Loulou. Et lorsqu'elle invite, ce 25 mai, les habitants de son immeuble et ceux des bâtiments mitoyens à descendre dans la rue pour la grande fête annuelle des voisins, aucun d'entre eux ne manque à l'appel. « C'est notre ange gardien ! », lance une jeune femme, tout sourire, les bras chargés de victuailles. « Elle est si gentille et si attentionnée que, lorsqu'elle nous demande quelque chose, nous ne pouvons rien lui refuser ! » Une bouteille de rosé dans une main, de la charcuterie dans l'autre, Charles, 26 ans, qui réside juste en face, dans le foyer de jeunes travailleurs de la Cité des fleurs, se précipite vers les tables dressées sur le trottoir pour y déposer sa précieuse cargaison. « Les gens sont très solidaires ici, vous savez. Grâce à Loulou et à tous les liens qu'elle contribue à créer, nous avons beaucoup de plaisir à nous retrouver. »

Gardienne du 26 rue Gauthey, dans le XVII^e arrondissement de Paris, Loulou – de son vrai nom Lourdes Fernandes – organise, depuis plusieurs années, une Fête des voisins ouverte à toute la rue. La voie publique est fermée à la circulation pour la circonstance. Ce soir-là, malgré l'orage qui gronde, tous les habitants sont descendus sur le trottoir. D'autant que le maire de l'arrondissement et le député de la circonscription ont spécialement fait le déplacement pour remettre à cette concierge hors norme, la seule dans la rue, la médaille du Grand Prix des voisins. Un prix créé par Atanase Périfan, fondateur du mouvement Voisins solidaires. « Lorsque j'étais petite, je me souviens que tout le monde s'entraidait dans mon village », confie la mère de famille, d'origine portugaise, arrivée en France il y a une trentaine d'années. « Ici, grâce à des voisins formidables, je retrouve l'ambiance que j'ai connue dans mon enfance. »

Une quarantaine de nationalités coexistent dans ce quartier populaire du nord de Paris. Au-delà des vide-greniers et autres fêtes qui rythment l'année, les habitants et commerçants de la rue Gauthey ne manquent jamais une occasion de se dépanner ou de se rendre service. Beaucoup s'invitent pour les anniversaires et n'hésitent pas à aller passer ensemble une journée ou un week-end à la campagne. « Comme il n'y a aucune autre gardienne dans la rue, certains habitants me confient leurs clés. Mais, de toute façon, comme tout le monde connaît tout le monde, nous n'avons aucun problème de cambriolage ou de sécurité. »

L'inquiétude des Français

À l'image de ce qui se passe dans ce quartier, les Français ne sont pas que d'affreux individualistes. Ils sont capables de beaucoup de solidarité. Leur quête

de proximité est d'autant plus prégnante qu'ils sont inquiets. Selon les résultats d'un baromètre publié en octobre 2017 par la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), 75% d'entre eux qualifient cette cohésion de « pas très » voire « pas du tout forte » dans notre pays. Dans un contexte marqué par les attentats terroristes, l'incertitude face à l'avenir, les tensions sociales et la méfiance entre les groupes sociaux, ils sont prêts à saisir les opportunités qui peuvent contribuer à les unir, pour mieux se rassurer. L'augmentation des inégalités et du chômage, l'effondrement de la notion de famille, les débats sans fin sur la laïcité et le foulard islamique, la crise de l'accueil des migrants et le sentiment d'une justice à deux vitesses créent un sentiment d'insécurité qu'ils cherchent à dépasser, à travers différentes formes d'engagements.

75% des Français qualifient la cohésion sociale de « pas très » voire « pas du tout forte » dans notre pays

Mélanie, 20 ans, prépare le concours d'entrée à l'Institut de formation en soins infirmiers (Ifsi). Avant d'entamer ses études, elle a choisi d'effectuer un service civique au sein de l'association Unis-Cité, à Marseille. Avec son binôme, Antony, elle rend visite à des personnes âgées isolées ou en maison de retraite pour échanger avec elles, effectuer des exercices de motricité et stimuler leur mémoire. « Je suis très heureuse de collaborer avec Antony, dit-elle. D'origine soudanaise, il est arrivé en France, il y a quelques années, et a déjà eu l'occasion de travailler avec des personnes âgées. J'apprends beaucoup à ses côtés et je pense que c'est réciproque. Lui-même ne parle pas très bien français et je l'aide à progresser. Nous sommes d'autant plus solidaires que nous agissons pour la même cause : apporter un peu de chaleur humaine à des gens qui en ont besoin. On est dans la même galère, c'est génial ! »

Apprendre l'action collective

Comme tous les bénévoles – ils sont 130 à Marseille, encadrés par une vingtaine de salariés –, Mélanie suit aussi les différents modules de formation (premiers secours, éducation civique et citoyenne, projets d'avenir, etc.) proposés par cet organisme pionnier en la matière. Présent dans une soixantaine de villes en France, Unis-Cité emploie 350 travailleurs sociaux accompagnant chaque année plus de 7 000 volontaires en service civique. « Ces jeunes sont tellement heureux de se sentir utiles, fiers de découvrir qu'ils valent quelque chose, que beaucoup nous disent – qu'ils soient ou non nés en France –, qu'ils se sentent "plus français" après leur passage chez nous », affirme Marie Trellu-Kane, présidente de cette association créée il y a une vingtaine d'années.

Les jeunes qui accomplissent un service civique deviennent des citoyens à part entière.

– Marie Trellu-Kane, présidente d'Unis-Cité.

« Servir la société, faire l'apprentissage de la diversité et de l'action collective sont des leviers forts d'intégration et d'inclusion sociale, poursuit Marie Trellu-Kane. Les jeunes qui accomplissent un service civique deviennent des citoyens à part entière. Ils sortent de là avec le sentiment d'appartenir à une communauté nationale. Le président de la République, Emmanuel Macron, qui ne sait pas quoi faire de son projet de service national uni-

versel, devrait en tenir compte... en généralisant le service civique ! Non par la contrainte, mais par des mesures incitatives. Ce serait la meilleure chose à faire en termes de cohésion sociale. » Mélanie, elle, passe son temps à faire la promotion du service civique auprès de ses amis. « Je leur dis que c'est une aventure unique ! Moi, ça m'a déjà permis de rencontrer des personnes que je n'aurais jamais connues autrement. Tant du côté des bénévoles, issus de tous les milieux sociaux, que du côté des bénéficiaires. Cette expérience enrichissante m'a donné envie de m'engager au service des autres, de ceux qui en ont le plus besoin. »

Au service des faibles

Être au service des autres, en particulier de celles et de ceux qui vivent (et meurent) dans la rue, tel est l'engagement de Cécile Rocca. Après avoir travaillé pendant des années au sein du mouvement Aux captifs, la libération, cette militante a participé au début des années 2000 à la création du Collectif les morts de la rue, rassemblant des centaines de volontaires et une cinquantaine d'associations. Chaque année, ce collectif organise une grande célébration en hommage à toutes celles et ceux qui meurent en silence sur les trottoirs de nos villes et publie un livret avec les noms ou les prénoms de tous ces anonymes. Ses objectifs ? Faire savoir que vivre à la rue mène à une mort prématurée (à 50 ans en moyenne en 2017), dénoncer les causes souvent violentes de ces morts, veiller à la dignité des funérailles et, enfin, soutenir et accompagner les proches en deuil.

« En interpellant la société et en honorant ces morts , nous agissons pour les vivants, affirme Cécile Rocca. Ne pas reconnaître ces personnes, ce serait nier notre propre humanité. Et ce serait oublier que notre société n'est pas seulement constituée de gens riches, beaux ou performants. Les plus pauvres et les plus fragiles font partie de notre corps social. Ce sont des êtres humains et, à ce titre, ils possèdent une dignité inaliénable. Ils méritent notre attention et notre respect. Je dis souvent que les pauvres nous unissent. Autour d'eux, se rassemblent des hommes et des femmes de toutes cultures, de toutes religions et de toutes origines sociales. Si notre société prenait mieux en charge les plus faibles, elle serait plus pacifiée et plus homogène. »

Comme tant d'autres associations œuvrant auprès des exclus , le Collectif les morts de la rue vient rappeler à ceux qui en douteraient que la cohésion de notre société est liée à des valeurs partagées et à des actions collectives. Les citoyens doivent avoir l'impression de participer à une entreprise commune, de relever les mêmes défis et de faire partie de la même collectivité. Or les inégalités entre les individus qui la composent peuvent éroder ce socle de valeurs et de représentations et, du même coup, fragiliser leur cohésion. Même si elle reste moins inégalitaire que celle de nombreux autres pays développés, grâce à un niveau de protection sociale élevé, la société française souffre de la persistance d'un chômage de masse, aux effets dévastateurs.

Attentifs aux chômeurs

« Avoir un travail quel qu'il soit, c'est être reconnu et bénéficier d'un statut social, explique **Nicole Fayman, vice-présidente** du mouvement **Solidarités nouvelles face au chômage (SNC)**. À l'inverse, les personnes en recherche d'em-

ploi sont souvent mal vues. Soit parce qu'elles font peur, nous renvoyant à nos propres fragilités, soit parce qu'on les considère comme des assistés. Dans ces conditions, il est difficile d'avoir voix au chapitre et de se faire une place dans la société. Cette situation très douloureuse génère bien souvent une perte d'estime et de confiance en soi qui conduit à certaines formes de solitude. Certains, parfois, n'osent même plus sortir de chez eux. »

C'est justement pour lutter contre cette spirale de l'isolement qu'a été créé par un groupe d'amis, autour de Jean-Baptiste de Foucauld, Solidarités nouvelles face au chômage (SNC). Sur une idée simple : chacun peut agir concrètement pour réduire le chômage. Depuis 30 ans, le réseau SNC qui comprend 200 équipes bénévoles, réparties dans toute la France, accompagne les chercheurs d'emploi qui en font la demande, en plaçant la relation humaine et le suivi personnalisé des chômeurs au cœur de l'aide au retour à l'emploi. « Chaque personne est suivie par deux bénévoles, lors de rencontres régulières dans des lieux publics, témoigne Nicole Fayman, responsable d'un groupe à Toulon. Écouter sans juger, redonner confiance, aider à reconstruire un projet professionnel, sans impératif de résultat immédiat. Dans le contexte actuel, cet espace de non-rentabilité est appréciable. »

L'allocation chômage est une chose, le lien social en est une autre. Et ce lien, c'est ce que nous avons de plus précieux.

–Nicole Fayman, vice-présidente du mouvement SNC

Gratuit, ce suivi n'est pas limité dans le temps.

La méthode employée permet à 64% des personnes accompagnées de trouver une solution positive : retour à l'emploi, création d'activité ou formation. L'association qui accompagne environ 4 000 chercheurs d'emploi par an peut s'appuyer sur un réseau de 2 500 bénévoles. « Avec cet engagement, j'ai connu des personnes que je n'aurais jamais rencontrées autrement et qui m'ont transformée, confie Nicole Fayman.

Écouter des chercheurs d'emploi, c'est être au cœur de l'humain. J'en suis convaincue : parce que cela enclenche un processus de désocialisation, le chômage et la précarité sont des menaces pour notre cohésion sociale. Les politiques n'en parlent qu'en termes de chiffres et de statistiques. Nous, nous voyons des personnes et des visages. L'allocation chômage est une chose, le lien social en est une autre. Et ce lien, c'est ce que nous avons de plus précieux.
»

Pédaler pour les aînés

Nombreuses sont les associations qui cherchent à créer des liens, notamment entre les générations. C'est le cas de À vélo sans âge qui, pour sortir des personnes âgées de l'isolement, propose des balades en triporteur. « Cela fait deux ans que je passe une partie de mon temps à pédaler pour faire prendre l'air à des personnes du troisième âge que je vais chercher chez elles ou dans des maisons de retraite », raconte Philippe Bouillé, ingénieur dans le civil, basé entre Lannion et Tregastel (Côtes d'Armor). « Cette idée simple porte des valeurs universelles. Elle s'est déjà concrétisée dans une vingtaine de pays du monde », explique Ditte Jakobsen.

Originaire du Danemark

où est née l'initiative en 2012, cette professionnelle de la communication, habite dans les Landes et coordonne le réseau français lancé en 2015. « Le seul frein, c'est sans doute le coût du vélo (entre 5 000 et 6 000 EUR), mais si un fabricant français arrive à faire moins cher, on est preneur, dit-elle.

L'autre frein, c'est peut-être une réticence culturelle qui n'existe pas au Danemark où le vélo est un art de vivre et où les collectivités portent directement le projet et achètent les triporteurs. »

Se mobiliser tous

En France, les communes sont plus difficiles à convaincre. Mais l'association bénéficie du soutien financier de quelques donateurs et organismes privés comme le Lions Club. Une quinzaine d'antennes existe dans toute la France. Pour les pédaleurs, tout roule sur le principe du bénévolat. Quatre sorties par semaine aux beaux jours, une ou deux l'hiver. Gratuitement bien sûr. « Ce n'est pas un service de taxi, affirme Philippe Bouillé. C'est une balade écologique qui favorise l'échange et la générosité. On reçoit autant qu'on donne. On fait du bien et on se fait du bien. Et ça fait même réfléchir sur le sens de la vie. Et pour beaucoup le vélo offre un sentiment de jeunesse. Moi-même, mon "enfant intérieur" est tout heureux de vivre cette expérience. »

Les sorties en bord de mer

ou sur les petites routes de campagne créent aussi de nouvelles relations entre les passagers eux-mêmes, qui se connaissent parfois peu, même s'ils vivent sous le même toit, au même étage, sur le même palier. Pour devenir bénévole, trois ou quatre heures de formation suffisent : repérer les parcours, tester les virages pour éviter d'être déporté, ne pas rouler trop vite sur les bosses, apprendre à conduire doucement... « Une des valeurs de ces sorties, c'est la lenteur, confie Philippe Bouillé. Prendre le temps de se parler, de se raconter des histoires, d'admirer le paysage, de faire des pauses pour saluer les passants, les voisins ou les touristes de passage, c'est une belle manière de créer des liens. Et c'est bien de ça dont nous avons le plus besoin ! »

L'État pourra mettre en œuvre toutes les politiques qu'il veut, il n'arrivera jamais, seul, à renforcer la cohésion sociale de notre pays.

– Atanase Périfan, créateur de la Fête des voisins

« Notre société va mal parce que nous crevons du manque de liens », affirme en écho Atanase Périfan, créateur de la Fête des voisins et fondateur du projet Voisins solidaires. Tout ne se résout pas par de l'argent. Non seulement l'argent ne crée aucun lien mais, souvent, il déresponsabilise. L'État pourra mettre en œuvre toutes les politiques qu'il veut, il n'arrivera jamais, seul, à renforcer la cohésion sociale de notre pays et à répondre à tous les défis auxquels nous avons à faire face. D'ailleurs, regardez : les budgets sociaux explosent et le lien ne va pas mieux. Dans tous les domaines, les murs et les ghettos naissent dans les têtes et dans les cœurs. C'est donc là qu'il faut commencer à les abattre. Seule l'implication de tous les citoyens est capable de faire bouger les choses. C'est pour cette raison qu'il faut investir la sphère de la relation au cœur des politiques publiques. » À quand la création d'un ministère de la cohésion sociale ou de la mobilisation solidaire ?

Les chiffres de la cohésion sociale

Comme critère de cohésion, les Français citent en premier lieu le partage d'une culture et de valeurs communes (28%), selon la Direction générale de la cohésion sociale (octobre 2017). Un peu moins de 4 sur 10 disent se sentir appartenir avant tout à la France, quand 22% se sentent surtout appartenir à leur commune ou à leur quartier et 13% « au monde ». Parmi les personnes qui ne se sentent pas intégrées, ce ressenti apparaît beaucoup plus nettement parmi les chômeurs (17%), les bénéficiaires du RSA (20%) et les personnes en situation de handicap, d'invalidité ou de dépendance (16%). Clivés autour des questions liées à l'immigration, 56% des Français perçoivent la diversité des cultures et des origines comme une richesse pour notre pays, contre 43% qui pensent que cette diversité rend difficile la vie en commun. Même si 93% des Français se sentent personnellement bien intégrés à la société, 46% disent se sentir souvent ou parfois seuls.

« Avec les résidents, nous formons une famille »

« Cela fait 25 ans que j'exerce le métier de gardienne d'immeuble. Je n'ai jamais voulu me contenter de déposer le courrier dans les boîtes aux lettres. Avec les résidents, nous formons une famille. Nous avons mis quelques années à nous apprivoiser, mais aujourd'hui tout est simple entre nous. Les locataires viennent souvent me voir dans ma loge, pour bavarder ou pour prendre un café, et je suis fréquemment invitée chez eux. Tous les mois, avec les "filles" de l'immeuble, nous dînons ensemble. Il nous arrive aussi de partir en week-end ou de passer des vacances chez les uns ou chez les autres. Grâce à cette bonne entente qui règne entre nous, nous avons organisé une Fête des voisins que nous avons élargie à toute la rue. Notre quartier est devenu comme un village où tout le monde se connaît et s'entraide. »

Lourdes Fernandes, gardienne d'immeuble à Paris (XVIIe).

« J'ai appris à dépasser mes préjugés »

« Tout en préparant le concours de l'Institut de formation en soins infirmiers (Ifsi), j'ai choisi d'assurer un service civique au sein d'Unis-Cité. La mission de huit mois qui m'a été confiée me donne l'occasion de rencontrer des gens que je n'aurais jamais connus autrement : des personnes handicapées et des personnes âgées isolées ou en maison de retraite. Nous formons une bonne équipe de volontaires, issus de tous les milieux sociaux. C'est une expérience unique, très enrichissante, qui m'a permis de changer mon regard sur les autres et de dépasser certains préjugés. C'est une belle opportunité que je recommande à tous les jeunes. Il n'y a pas besoin de diplômes. Toutes les formations que nous recevons et l'expérience de terrain m'ont permis d'acquérir de nouvelles compétences. Cela va m'aider aussi à préparer mon projet professionnel. »

Mélanie Roux, 20 ans, volontaire à Unis-Cité, à Marseille (13).

> L'avis de La Vie

« Nous avons besoin de repenser un grand projet social pour notre pays, que je déploierai durant l'année. » 31 décembre 2017, dans ses vœux présidentiels, Emmanuel Macron place la cohésion sociale au cœur de son projet. À

l'adresse des jeunes, son message se fait plus pressant : « La cohésion nationale dépend également de votre engagement. Chaque matin, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour la France. » De louables intentions certes, mais combien sont-ils à ne pas avoir attendu ces propos pour se mettre en marche sur le chemin de la fraternité ! À l'instar de la Fête des voisins, créée en 1990 et qui rassemble en France plus de 9 millions de participants chaque année, des actions portent du fruit. Dans ce dossier réalisé en partenariat avec France Inter, nous mettons un coup de projecteur sur cet événement et sur 4 associations ; elles œuvrent depuis plus de 10, 20 ou 30 ans, à rompre l'isolement et l'exclusion qui touchent de plus en plus de personnes. Ici, les personnes âgées, les sans-domicile qui meurent dans la rue, les chômeurs de longue durée, et les personnes handicapées. Dans une société fracturée sur divers fronts, leur connaissance du terrain et leur souci d'aider chacun à trouver sa place devraient interpeller les politiques publiques. Pour un peu, on retournerait la question : que peut-il être fait pour soutenir les acteurs de cohésion sociale ? Avec cette conviction partagée : ensemble, c'est mieux.

Véronique Durand, secrétaire générale de la Rédaction



© BENJAMIN BECHET POUR LA VIE.

par Laurent Grzybowski

